

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

C'est ce que le parti conservateur voudrait faire pour le Canada. Nous avons vu quel a été l'effet dévastateur des politiques du parti libéral. Il est donc plus que jamais essentiel que les Canadiens écoutent le Nouveau parti démocratique, écoutent le député de Winnipeg-Nord-Centre et élisent un gouvernement qui accorde plus d'importance aux gens qu'aux bénéfices.

**M. Dave Nickerson (Western Arctic):** Monsieur le Président, les deux premiers discours prononcés ce matin ont vanté la prodigalité. Il y a d'abord eu le parti libéral, qui essaie désespérément de défendre son projet d'emprunt de quelque 30 milliards de dollars, et ensuite le Nouveau parti démocratique, qui perd de plus en plus de terrain à mesure que le public se rend compte de ce qu'il voudrait faire et qui prétend qu'un déficit de 30 milliards de dollars n'est pas suffisant et que nous devrions dépenser davantage. Si la politique libérale est mauvaise pour le pays, et elle l'est certainement, la politique du NPD est trois fois pire.

Vous allez maintenant entendre la voix du bon sens, monsieur le Président.

**M. Robinson (Burnaby):** Elle est cinq fois pire!

**M. Nickerson:** Il s'agit de la voix de l'opposition conservatrice. Nous ne sommes pas du tout d'accord pour ce qui est de la demande du gouvernement d'emprunter quelque 30 milliards de dollars. Nous avons constaté que, même dans ses propres documents budgétaires déposés à la Chambre, il prévoit des besoins s'élevant seulement à 25.5 milliards de dollars. D'après ce qu'il a dit au Parlement, c'est ce qu'il lui faut pour le reste de l'exercice financier en cours. Pour être franc, monsieur le Président, je dois dire que je ne le crois pas; je pense que le gouvernement demandera un nouveau pouvoir d'emprunt plus tard, mais c'est là ce qu'il a dit.

Quand nous examinons ce projet de loi, nous constatons que le gouvernement réclame 4 milliards de plus que ce dont il a déclaré avoir besoin il y a quelques semaines. Il n'est pas difficile de voir de quoi il retourne. Il veut établir une caisse électrolaire de 4 milliards de dollars. Pourquoi? Parce que des élections seront déclenchées dans un avenir pas trop éloigné. J'aimerais qu'elles soient tenues la semaine prochaine pour en finir et avoir un nouveau gouvernement fédéral. J'ai peur de ce qui pourrait se produire si nous laissons ces messieurs parcourir le pays avec une somme de 4 milliards en période électorale. Par le passé, nous avons vu ce dont ils sont capables quand ils ont des fonds qu'ils sont disposés à utiliser pour tenter d'acheter les Canadiens avec le produit de leurs impôts.

Envisageons cette demande d'emprunt dans ce contexte. C'est la huitième fois de la législature en cours que le gouvernement demande l'autorisation d'emprunter. Chaque fois qu'il s'adresse au parlement pour réclamer d'autres fonds, il se montre insatiable.

Dans les documents budgétaires déposés le 15 février, les besoins financiers prévus pour la période comprise depuis l'année financière 1984-1985 en cours et les trois prochaines années jusqu'en 1987-1988 est d'environ 87.25 milliards. Même si ces prévisions sont exactes, cela signifie que, durant les trois prochaines années, le gouvernement reviendra à la charge pour obtenir de nouveaux pouvoirs d'emprunt. J'espère que des élections seront déclenchées sous peu afin de changer de gouvernement et d'avoir un gouvernement responsable qui

adoptera une politique financière réfléchie et rendra ces requêtes superflues. Selon le régime actuel et selon le plan de dépenses élaboré par le gouvernement, on peut s'attendre que des projets de loi semblables seront présentés régulièrement. Tant que le gouvernement actuel restera au pouvoir, aucun espoir n'est permis aux contribuables canadiens.

• (1140)

Jetons un coup d'œil si vous le voulez bien, monsieur le Président, aux états de service des gestionnaires financiers du parti libéral. Qui nous a poussé sur cette pente dangereuse? Je pense que tout a commencé à l'époque où John Turner était ministre des Finances—«John-le-déficit Turner» comme l'a surnommé l'autre jour le député de Brandon-Souris (M. Clark). Auparavant, nous avions connu une période d'équilibre budgétaire. Certains budgets étaient déficitaires d'autres excédentaires, tout cela s'équilibrant dans l'ensemble. C'est ainsi que doit être géré un gouvernement. Cependant, sous la gouverne de ce monsieur, le phare éblouissant, le phénix du parti libéral—c'est ainsi qu'on nous le présente—les déficits ont fini par atteindre 5.5 milliards.

Quand le même monsieur a tiré sa révérence, son remplaçant a été un des candidats à la direction du parti libéral, celui qui occupe le poste de ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien). En tant que ministre des Finances, ce dernier, empruntant la voie libérale, est allé un peu plus loin que ses prédécesseurs. Sous son mandat, le déficit a atteint 12.25 milliards. Est venue ensuite une autre lumière du parti d'en face, un monsieur actuellement secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen). Il a réussi à presque doubler le record du précédent. Il nous a réclamé quelque 25.25 milliards. Enfin, dans cette courte liste de mauvais gestionnaires, nous en arrivons à l'actuel titulaire, celui-là même qui a entrepris de porter le déficit à 31.5 milliards. Les choses ne font qu'empirer.

C'est John Turner qui nous a jeté dans cette ornière et personne n'a pu nous en faire sortir depuis. En examinant la liste que je vous ai donnée, monsieur le Président, vous verrez que, dans la bonne tradition libérale, le poste a été occupé alternativement pas un anglophone puis un francophone. C'est une tradition que respecte nos vis-à-vis. Cette formule, cette alternance d'un anglophone et d'un francophone, du moins dans le cas des ministres des Finances, s'avère en fin de compte une formule qui mène tout droit au gouffre.

Je soupçonne que le résultat sera le même si nos vis-à-vis suivent la même voie dans le choix de leur nouveau chef. Ce parti nous a entraînés dans un tel pétrin que, à la fin du mois, qui correspond à la fin de l'année financière en cours, la dette nationale brute accumulée aura atteint 190 milliards de dollars, ce qui représente à peu près la moitié du produit national brut du Canada. Voilà dans quelle situation nous nous retrouvons.

Les députés de notre parti ont expliqué avec éloquence à la Chambre les conséquences de cette dette. La conséquence, monsieur le Président, c'est la destruction pure et simple de l'économie du Canada; il n'y a aucun doute là-dessus. On l'a expliqué à maintes reprises.